# L'ex-Président Pierre Buyoya sera enterré au Mali et non au Burundi

@rib News,Â 21/12/2020Â â€“ Source AFP  L'ancien prÃ©sident du Burundi Pierre Buyoya, dÃ©cÃ©dÃ© dans la nuit de jeud vendredi Ã  Paris du Covid-19 Ã  l'Ã¢ge de 71 ans, sera enterrÃ© au Mali oÃ¹ il rÃ©sidait, a annoncÃ© sa famille dimanche dans un communiquÃ©.

M. Buyoya Ã©tait le Haut reprÃ©sentant de l'Union africaine (UA) pour le Mali et le Sahel depuis 2012, jusqu'Ã  ce qu'il dÃ©missionne en novembre dernier, pour "laver son honneur" aprÃ¨s sa condamnation Ã  la perpÃ©tuitÃ© par contumace au Burundi pour l'assassinat en 1993 du prÃ©sident Melchior Ndadaye.  "L'Ã©pouse, les enfants et petits-enfants du prÃ©sident Pierre Buyoya annoncent aux parents, amis et connaissances que les funÃ©railles du dÃ©funt se dÃ©rouleront au Mali, oÃ¹ le prÃ©sident Buyoya et son Ã©pouse rÃ©sidaient depuis quelques annÃ©es. La date des funÃ©railles sera communiquÃ©e ultÃ©rieurement", a indiquÃ© la famille dans un communiquÃ©.  Selon un haut cadre du gouvernement burundais, la prÃ©sidence du Burundi a informÃ© la famille que "comme tout citoyen burundais", M. Buyoya avait "le droit d'Ãªtre enterrÃ© chez lui", mais qu'il "ne bÃ©nÃ©ficierait pas des honneurs" dus Ã  un ancien chef de l'Etat "Ã  cause de sa condamnation".  M. Buyoya a Ã©tÃ© condamnÃ© en octobre 2020 par contumace dans son pays - avec une vingtaine d'anciens hauts responsables civils et militaires qui lui Ã©taient proches - pour l'assassinat en 1993 de M. Nadadaye, premier prÃ©sident dÃ©mocratiquement Ã©lu - trois mois auparavant - du Burundi et premier Hutu Ã  accÃ©der au pouvoir.  M. Buyoya avait dÃ©noncÃ© "un procÃ¨s politique menÃ© de maniÃ¨re scandaleuse" et orchestrÃ© selon lui par le pouvoir en place.  Militaire de carriÃ¨re, M. Buyoya, un Tutsi, a prÃ©sidÃ© deux fois le Burundi (1987-1993 et 1996-2003), accÃ©dant Ã  chaque fois au pouvoir Ã  la faveur d'un coup d'Etat militaire.Son premier mandat a Ã©tÃ© marquÃ© par l'ouverture de l'espace dÃ©mocratique au Burundi, qui a dÃ©bouchÃ© sur l'Ã©lection de M. Ndadaye, dont l'assassinat allait plonger le pays dans une guerre civile qui fera 300.000 morts, opposant l'armÃ©e dominÃ©e par la minoritÃ© tutsi Ã  des groupes rebelles hutu.  Durant son second mandat, M. Buyoya a signÃ© en 2000 les accords d'Arusha ouvrant la voie Ã  la fin de la guerre civile en 2003, date Ã laquelle il quitte le pouvoir conformÃ©ment Ã  ces accords.  Le Burundi est dirigÃ© depuis 2005 par le CNDD-FDD, parti issu de l'ancienne principale rÃ©bellion hutu, accusÃ© de rÃ©primer toute voix dissidente depuis une nouvelle crise politique dans laquelle le pays a plongÃ© en 2015.